

Votre agent général  
**EI ROUX JEAN-MARC**  
6 FAUBOURG CONSTANT  
43500 CRAPONNE SUR ARZON  
☎ 04 71 03 36 36  
📠 04 71 03 34 30  
💻 [agence.jeanmarcroux@axa.fr](mailto:agence.jeanmarcroux@axa.fr)



**Assurance et Banque**

N° ORIAS 07 013 012 (JEAN-MARC ROUX)  
Site ORIAS [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

SA ENTREPRISE CHAZELLE  
SAS CHAZELLE  
7 RUE CALIXTE PLOTTON  
42000 ST ETIENNE

#### Votre contrat

Construction **BATISSUR**

#### Vos références

Contrat  
**0000010251180104**  
Client  
**0879812604**

Date du courrier  
**05 décembre 2024**

## ATTESTATION D'ASSURANCE

AXA France, dont le siège social est situé Terrasses de l'Arche 92000 Nanterre atteste que :  
SA ENTREPRISE CHAZELLE  
SAS CHAZELLE  
7 RUE CALIXTE PLOTTON  
42000 ST ETIENNE  
N°SIREN/SIRET : **66450047700040**

Est titulaire du contrat d'assurance n° **0000010251180104** pour la période du **01/01/2025** au **01/01/2026**.

### Assurance de responsabilité décennale obligatoire

#### 1. Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- Aux activités professionnelles ou missions suivantes : activités rappelées au paragraphe « Activités souscrites » ci-après.
- Aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances.
- Aux travaux réalisés en France métropolitaine ou dans les départements d'outre-mer.
- Aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **15 000 000** euros.  
Cette somme est portée à **40 000 000** euros HT en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 10 millions d'euros pour les lots structure et gros œuvre et 6 millions d'euros pour les autres lots.



## **Vos références**

### **Contrat**

0000010251180104

### **Client**

0879812604

- Aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
  - Travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P ou à des recommandations professionnelles acceptées par la C2P.
  - Procédés ou produits faisant l'objet, au jour de la passation du marché, d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (Atec), valides et non mis en observation par la C2P.
  - Procédés ou produits faisant l'objet, au plus tard le jour de la réception (au sens de l'article 1792-6 du code civil), d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable.

Les règles professionnelles acceptées par la C2P (commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

## **2. La garantie de responsabilité décennale obligatoire**

- Nature de la garantie :

Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévues par les dispositions des articles L.241-1 et L.241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L.243-1-1 du même code.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

- Montant de la garantie :

En habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

Hors habitation : le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R.243-3 du code des assurances. (\*)

Lorsqu'un contrat collectif de responsabilité décennale est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.

(\*) Par dérogation, le montant de la garantie hors habitation couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.

- Durée et maintien des garanties :

La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

## **3. Autres garanties souscrites dans les limites et conditions du contrat auquel elles se réfèrent**

Les garanties ci-dessous s'entendent dans les mêmes limites que celles visées au paragraphe 1.

## Vos références

### Contrat

0000010251180104

### Client

0879812604

- Dommages matériels accidentels en cours de chantier, lorsqu'ils surviennent entre la date d'effet et la date de résiliation ou d'expiration du contrat et entre la date d'ouverture du chantier et celle de la réception.

Par dérogation à la seule limitation en montant de chantier visée au paragraphe 1, et pour les seuls travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire, cette garantie s'applique aux marchés de l'assuré dont le montant n'est pas supérieur à celui défini ci-après et relatif aux travaux non soumis à l'assurance obligatoire.

- Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale. Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception et est gérée selon le régime de la capitalisation.

Les garanties ci-dessous s'entendent dans la limite des activités, coût total de construction, étendue géographique, travaux, produits et procédés de technique courante visés au paragraphe 1.

Elles s'appliquent aux réclamations notifiées à l'assureur à compter du 01/01/2025 et, qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant.

- Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire en cas d'atteinte à la solidité. Par dérogation partielle au paragraphe 1, cette garantie couvre les interventions de l'assuré sur des chantiers de construction non soumis à l'obligation d'assurance décennale lorsque le montant définitif HT du marché de l'assuré n'est pas supérieur à **6 000 000 euros**.
- Bon fonctionnement des éléments d'équipements dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire.
- Responsabilité pour dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire survenant après réception.
- Responsabilité pour dommages matériels subis après réception par les existants, et qui sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs.
- Responsabilité pour dommages matériels aux travaux non considérés comme des ouvrages ou des éléments d'équipement.
- Responsabilité pour non-conformité à la réglementation thermique 2012.
- Responsabilité pour non-conformité à la réglementation environnementale 2020.
- Responsabilité pour dommages résultant d'une opération de réemploi.
- Responsabilité pour dommages immatériels consécutifs résultant d'un dommage garanti ci-dessus et survenant après réception.

Les garanties ci-dessous s'entendent dans la limite des activités, travaux, produits et procédés de technique courante visés au paragraphe 1.

Elles s'appliquent aux réclamations notifiées à l'assureur à compter du 01/01/2025 et, qui se rapportent à des faits dommageables survenus avant la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, engageant la responsabilité de l'assuré en sa qualité de locateur d'ouvrage ou de sous-traitant pour:

- Responsabilité civile de l'entreprise avant ou après réception des travaux.

**Vos références****Contrat**

0000010251180104

**Client**

0879812604

La responsabilité civile de l'entreprise comprend la garantie « Participation à un groupement d'entreprises ». Celle-ci s'entend après réception, dans la limite de l'étendue géographique, travaux, produits et procédés de technique courante visés au paragraphe 1 et

- pour les ouvrages soumis à l'obligation d'assurance : aux opérations dont le coût total prévisionnel de construction HT tous les corps d'état, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de **15 000 000** euros.
- pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance : aux marchés du groupement dont le montant définitif HT n'excède pas **6 000 000**.

Vos références  
Contrat  
0000010251180104  
Client  
0879812604

**Activités souscrites** selon les définitions de l'annexe 970544

**Activités « travaux » réalisées dans le domaine des Travaux Publics**

- DÉMOLITION  
Y compris :
  - Démolition par explosifs

- TERRASSEMENT  
Y compris :
  - Travaux à l'explosif,

**Sauf \* :**

- Blindage de fouille par palplanches ou parois de soutènement,
  - Rabattement de nappe,
  - Pose de Géomembrane
  - Comblement de carrières
- VOIRIES, RÉSEAUX DIVERS DES TP
  - AMÉNAGEMENT PAYSAGER :
  - OUVRAGE DE GÉNIE CIVIL EN MAÇONNERIE, BÉTON ARMÉ ET MIXTE BÉTON ACIER.

**Sauf \* :**

- Précontraint in situ
  - Fondations spéciales et parois de soutènement
  - Ouvrages souterrains,
  - Ouvrages en site maritime ou fluvial
- OUVRAGES MÉTALLIQUES ET/OU EN BOIS

**Sauf \* :**

- Fondation spéciales et parois de soutènement,
  - Ouvrage en site maritime ou fluviale,
  - Ouvrage d'une portée supérieure à 35 m pour le métal et 25 m pour le bois,
  - Structure métallique tridimensionnelle
  - Montage levage pour le compte d'autrui
- ASSISES DE CHAUSSÉES

**Sauf \* :**

- Chaussées aéronautiques

Vos références  
Contrat  
0000010251180104  
Client  
0879812604

- REVÊTEMENTS EN MATÉRIAUX ENROBÉS

Sauf \* :

- Chaussées aéronautiques

- REVÊTEMENTS EN BÉTON HYDRAULIQUE

Sauf \* :

- Chaussées aéronautiques

- RÉSEAUX D'ADDUCTION ET DE DISTRIBUTION D'EAU SOUS PRESSION

Sauf \* :

- Diamètre > 300 mm
- Mise en œuvre par technique de fonçage ou forage dirigé
- Captage, forage

- RÉSEAUX D'ÉVACUATION D'EAUX USÉES OU PLUVIALES

Y compris :

- En présence de nappe phréatique
- Refoulement d'eaux usées
- réseaux de drainage
- Réseaux de drainage agricole

- RÉNOVATION, RÉPARATION ET REMPLACEMENT DES CANALISATIONS SANS TRANCHÉES.

- RÉSEAUX GAZ ET FLUIDES DIVERS

- ELECTRICITÉ ET TÉLÉCOMMUNICATION

Sauf \* :

- Tous travaux sur réseaux HTA ou HTB
- Traction Electrique
- Signalisation routière, ferroviaire et aéroportuaire
- Mise en œuvre de réseaux par technique de forage dirigé et fonçage

*(\*) : pour autant que ces activités ne soient pas souscrites dans une autre rubrique*

#### **Autres activités réalisées**

- Le souscripteur déclare agir en qualité : 1. d'Entreprise générale de bâtiment et/ou réaliser une activité Tous corps d'état 2. de Contractant Général à l'exclusion de toute réalisation dans les secteurs suivants : o Plateforme logistique o Construction d'usine clef en main avec ou sans process o Photovoltaïque A ce titre l'entreprise sera couverte pour toutes les activités définies dans l'annexe Nomenclature Bâtiment (n°970544) des Conditions Générales BATISSUR **{\*imp}A**

## Vos références

### Contrat

0000010251180104

### Client

0879812604

l'exception des activités suivantes : - Travaux d'amélioration des sols nécessitant des forages au-delà de 25 m de profondeur - Forages et sondages quelle que soit leur profondeur - Fondations et parois spéciales de plus de 25 m de profondeur - Béton précontraint in situ - Structure métallique tridimensionnelle - Structures et couvertures métallotextiles - Sols conducteurs, anti-rayons X - Réseaux industriels de process - Installations thermiques d'une pression supérieure à 10 bars ou d'une température supérieure à 130 °C (notamment réseaux primaires de chauffage urbain) - Installations de froid industriel - Installations Photovoltaïques - Installations d'éoliennes - Fours et cheminées industrielles - Constructions à ossature bois en bois empilés, fustes{/ \*imp}

**Dispositions spécifiques relatives aux activités de « Colonnes ballastées » et « Traitement de l'amiante »** Il est précisé que ces activités sont sous traitées en intégralité à des entreprise spécialisées et dument assurées. **A défaut les garanties ne sont pas acquises.** **Dispositions spécifiques relatives à l'activité de "Contractant général"** : Les marchés peuvent porter sur des opérations de construction neuves ou sur des opérations de rénovation/réhabilitation avec ou sans intervention sur les structures porteuses (les interventions sur structures porteuses sont définies comme : la suppression totale ou partielle d'éléments porteurs, l'ouvertures de trémie, la surélévation, le renforcement de structures, l'ouvertures de baies). Toute opération de construction neuve ou de rénovation/réhabilitation avec intervention sur les structures porteuses doit faire l'objet systématique d'une étude préalable par un bureau d'études structure. Toute opération de construction dont le coût total (travaux et honoraires) est supérieur à 300.000 €HT doit faire systématiquement l'objet d'intervention d'un contrôleur technique : - Missions L ou LP, - Mission LE en cas de présence d'existants, - Mission PS pour toute opération située dans une zone sismique 3 ou 4. Toute opération de construction avec réalisation de fondations doit faire l'objet systématique d'une étude géotechnique de type G2 PRO dont l'ensemble des préconisations sera respecté. **Dispositions particulières concernant l'utilisation d'explosifs** Par dérogation partielle à la définition visée dans la nomenclature des activités : l'utilisation d'explosifs est conditionnée à la détention par l'opérateur, lors de la réalisation des travaux, d'un certificat de préposé au tir, ainsi que, pour le souscripteur, à la délivrance de l'autorisation préfectorale permettant l'utilisation d'explosifs. **Pour le cas où cette activité serait intégralement sous-traitée, les garanties du contrat ne pourraient s'appliquer qu'à la condition que l'entreprise sous-traitante soit dument assurée pour l'utilisation d'explosifs.** **Dispositions particulières concernant le traitement de l'amiante** Par dérogation à l'article 3.4.3 des conditions générales, sont garantis les travaux de désamiantage exécutés en stricte conformité avec les réglementations en vigueur, l'assuré étant titulaire au moment des travaux, des qualifications imposées par cette réglementation. Ce qui est garanti : • Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'assuré en raison des dommages causés par les produits contenant de l'amiante sous réserve de l'application des exclusions prévues au contrat, et de celles mentionnées ci-après. • **Cette garantie est accordée dans la limite d'un plafond de 300 000 € par sinistre, et de 500 000 € par année d'assurance.** Outre les exclusions prévues par les conditions générales sont exclus : • Les dommages subis par les préposés de l'assuré résultant d'accidents du travail ou de maladies professionnelles provoqués par l'amiante, dus à la faute inexcusable de l'assuré ou d'un substitué dans la direction de l'entreprise, ou à la faute intentionnelle d'un co-préposé ; • Toute atteinte à l'environnement causée par l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance renfermant de l'amiante, diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux, et consécutifs à une activité de désamiantage, de traitement de l'amiante, ou de transport de produits amiantés. **Autres activités** : Activités bénéficiant uniquement de la garantie responsabilité civile pour préjudices causés au tiers, Article 3.1 des conditions générales : - Location de matériel de chantier - Fabrication et vente d'éléments préfabriqués en béton Ces activités sont garanties dans la limite d'un montant de chiffre d'affaires annuel de 1.000.000 euros.

**Vos références****Contrat**

0000010251180104

**Client**

0879812604

**Dispositions particulières concernant l'utilisation d'explosifs**

Par dérogation partielle à la définition visée dans la nomenclature des activités : l'utilisation d'explosifs est conditionnée à la détention par l'opérateur, lors de la réalisation des travaux, d'un certificat de préposé au tir, ainsi que, pour le souscripteur, à la délivrance de l'autorisation préfectorale permettant l'utilisation d'explosifs.



Vos références  
Contrat  
0000010251180104  
Client  
0879812604

Montants des garanties et des franchises

Garanties	Montant de la garantie	Montant de la franchise par sinistre <sup>(4)</sup>
DOMMAGES AFFECTANT LES OUVRAGES ET TRAVAUX		
Dommages en cours de chantier		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Effondrement des ouvrages</li><li>• Autres dommages matériels aux ouvrages</li><li>• Dommages matériels aux matériaux sur chantier</li><li>• Dommages matériels aux installations, matériels de chantier et ouvrages provisoires</li><li>• Attentats, tempêtes, ouragans, cyclones, grêle</li></ul>	1 618 537 € par sinistre pour l'ensemble des garanties	3 237 €
<ul style="list-style-type: none"><li>• Catastrophes naturelles</li></ul>		Franchise légale <sup>(2)</sup>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Vol et tentative de vol de matériaux incorporés à l'ouvrage</li></ul>	215 805 € par sinistre	6 474 €
Dommages de nature décennale		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Responsabilité décennale pour travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire</li></ul>	A hauteur du coût des réparations <sup>(1)</sup>	3 237 €
<ul style="list-style-type: none"><li>• Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale</li></ul>	A hauteur du coût des réparations <sup>(1)</sup>	3 237 €
<ul style="list-style-type: none"><li>• Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire en cas atteinte à la solidité</li></ul>	3 237 075 € par sinistre	3 237 €
Garanties complémentaires après réception		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Garantie de bon fonctionnement</li><li>• Responsabilité pour dommages matériels aux existants</li><li>• Responsabilité pour dommages matériels intermédiaires affectant un ouvrage soumis à l'assurance obligatoire</li><li>• Responsabilité pour dommages matériels aux travaux non considérés comme des ouvrages ou des éléments d'équipement d'ouvrage</li></ul>	2 158 050 € par sinistre pour l'ensemble des garanties	3 237 €
<ul style="list-style-type: none"><li>• Responsabilité pour non-conformités à la RT2012</li><li>• Responsabilité pour non-conformités à la RE2020</li><li>• Responsabilité pour dommages résultant d'une opération de réemploi</li></ul>		6 474 €
Dommages Immatériels consécutifs pour les garanties "Après réception de l'ouvrage ou des travaux"		
<ul style="list-style-type: none"><li>• Dommages immatériels consécutifs</li></ul>	1 079 025 € par sinistre	3 237 €

**Vos références****Contrat**

0000010251180104

**Client**

0879812604

RESPONSABILITE CIVILE DE L'ENTREPRISE		
Responsabilité Civile de base et ses garanties complémentaires		
<ul style="list-style-type: none"><li>Tous dommages matériels et corporels</li></ul>	10 790 250 € par sinistre	3 237 €
<ul style="list-style-type: none"><li><ul style="list-style-type: none"><li>Dont Dommages matériels</li></ul></li></ul>	3 237 075 € par sinistre	
<ul style="list-style-type: none"><li><ul style="list-style-type: none"><li>Dont Faute inexcusable</li></ul></li></ul>	1 079 025 € par sinistre et 2 158 050 € par année	
<ul style="list-style-type: none"><li>Défense recours</li></ul>	21 580 € par litige	
Extensions spécifiques RC		
<ul style="list-style-type: none"><li>Frais financiers en cas de référé-provision</li><li>Mise en conformité des ouvrages avec les règles de l'urbanisme et erreur d'implantation</li><li>Mission de pilotage / mandataire commun, hors conséquences de la solidarité</li><li>Négoce et vente de matériaux (Garantie non souscrite)</li></ul>	Mêmes montants et sous limitations que ceux applicables à la RC de l'entreprise	3 237 €
<ul style="list-style-type: none"><li>Membre d'un groupement solidaire et/ou mandataire solidaire, pour tous dommages matériels</li></ul>	1 079 025 € par an	
Dommages Immatériels consécutifs ou non consécutifs à la "Responsabilité civile de l'entreprise" <sup>(3)</sup>		
<ul style="list-style-type: none"><li>Dommages immatériels avant ou après réception</li></ul>	1 079 025 € par sinistre	3 237 €
Risques environnementaux et de pollution		
<ul style="list-style-type: none"><li>Atteintes accidentelles à l'environnement, tous dommages confondus</li></ul>	1 000 000 € par année	500 €
<ul style="list-style-type: none"><li><ul style="list-style-type: none"><li>Dont Préjudice écologique et responsabilité environnementale confondus</li></ul></li></ul>	100 000 € par année	1 500 €
PROTECTION JURIDIQUE		
<ul style="list-style-type: none"><li>Protection juridique (Garantie non souscrite)</li></ul>	Garantie non souscrite	

<sup>(1)</sup> Sans pouvoir excéder le montant du seuil de déclenchement du Contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD)

<sup>(2)</sup> La franchise applicable par sinistre à la garantie de l'article 2.6 des Conditions Générales est égale au montant fixé par la loi et ses textes subséquents sur les catastrophes naturelles. Toutefois, il sera appliqué la franchise prévue au tableau précédent, si celle-ci est supérieure à ce montant.

<sup>(3)</sup> Ces montants ne se cumulent pas avec ceux des dommages immatériels consécutifs après réception de l'ouvrage ou des travaux

**Vos références**

**Contrat**

0000010251180104

**Client**

0879812604

<sup>(4)</sup> Le montant de franchise est doublé en cas de dommage trouvant son origine dans des matériaux ou éléments d'équipement réemployés quelle que soit la garantie concernée. Cette disposition ne s'applique pas aux garanties RT2012, RE2020 et réemploi.

Les montants de garanties et de franchises s'expriment en euros à l'indice 109780 en date du 01/07/2024.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

**Ce contrat n'a pas pour objet de garantir** une activité de constructeur de maisons individuelles, avec ou sans fourniture de plans, telle que définie par la loi du 19 décembre 1990 et son décret d'application du 27 novembre 1991.

Fait à Nanterre, le 05/12/2024

Mathieu Godart

Directeur Général IARD

